

Yanis Varoufakis : l'UE est finie, la Chine peut faire tomber l'économie américaine

Yanis Varoufakis est économiste, ancien ministre des Finances de la Grèce et auteur de nombreux livres à succès. Varoufakis explique que l'UE est un cartel conçu par les États-Unis qui n'est plus adaptée à sa fonction. La locomotive économique allemande est tombée en panne ; l'UE n'a plus de modèle économique, sa politique étrangère est accaparée par la guerre et elle est déjà devenue une colonie technologique. Varoufakis soutient également que la Chine peut désormais débrancher l'économie américaine si elle choisit de le faire. Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à toutes et à tous. Aujourd'hui, nous recevons Yanis Varoufakis, professeur d'économie et ancien ministre grec des Finances, ainsi que fondateur de DiEM vingt-cinq, le Mouvement pour la démocratie en Europe. Merci donc de revenir dans l'émission.

#Yanis Varoufakis

Merci beaucoup de m'avoir invité, Dan.

#Glenn

Le discours autour de l'Union européenne est devenu très polarisé, surtout ces dernières années. C'est soit tout bon, soit tout mauvais. Et autour de ces positions, on a des récits concurrents, là encore, fondés sur cette opposition binaire. On peut soutenir que, du moins c'est ce que je pense, la coopération européenne est nécessaire et souhaitable, ne serait-ce que pour le pouvoir de négociation collectif et pour aider à gérer les relations. Mais, comme beaucoup de gens, je serais aussi un peu sceptique face à son évolution autoritaire, à sa tendance belliciste, et à la diminution de son utilité géoéconomique. Cela dit, le bloc semble beaucoup changer, tout comme le soutien dont il bénéficie. Je me demandais donc : si l'on prend un peu de recul, comment évaluez-vous aujourd'hui l'Union européenne et la direction qu'elle prend ?

#Yanis Varoufakis

Non, non, je crains fort que cela ne devienne de plus en plus franchement farcesque. Vous avez entendu Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, hier, je crois, dans une ambiance de grande fête, alors qu'elle recevait Mark Carney, le Premier ministre canadien. Elle s'est permis d'engager l'Union européenne en faveur d'un statut de membre associé pour le Canada. Ce qui, vous savez, aurait peut-être été une idée intéressante, si ce concept avait existé. Elle vient tout simplement de l'inventer. Enfin, ces gens inventent des choses au fur et à mesure. Il me semble qu'ils sont dans un état de confusion très grave. Mais, vous savez, permettez-moi de revenir au tout début, à quelque chose que vous avez dit dans votre introduction.

Lorsque j'ai commencé à débattre de l'Union européenne, en Europe, ici en Grèce, aux États-Unis, et ainsi de suite, je déplorais que le débat soit polarisé. C'est un terme que vous avez employé : la polarisation, les effets polarisants d'un débat sur l'Europe. Et cette polarisation opposait les eurosceptiques, des personnes qui avaient de bons arguments contre une entité de gouvernance paneuropéenne. Il y avait les burkéens, les eurosceptiques britanniques, et d'autres eurosceptiques qui croient très fermement que, si l'on veut gouverner, il faut que ce soit démocratique. Il faut une correspondance directe entre une culture, une langue, un parlement et un État. Or, cela ne pouvait absolument pas exister à l'échelle européenne, parce qu'il n'existait pas de peuple européen.

Et si vous n'avez pas de peuple européen, comment pouvez-vous avoir une démocratie européenne ? Donc, si vous vous retrouvez avec une bureaucratie, elle va devenir autoritaire. C'est un argument très intéressant, non ? Je veux dire, c'est un argument eurosceptique qui a servi de fondement aux partisans du Brexit, et à pas mal d'autres en Europe. Ce n'était pas mon argument. Je ne l'ai jamais accepté, parce que je crois vraiment qu'un peuple, c'est quelque chose que l'on crée. Je veux dire, vous êtes plus historien que moi. L'histoire des nationalismes européens aux dix-huitième et dix-neuvième siècles prouve qu'une nation est un produit de l'histoire. C'est quelque chose qui se forge. Les Américains n'étaient pas une nation avant de créer les États-Unis. Oui.

La plupart d'entre eux ne parlaient même pas anglais. Donc l'idée selon laquelle il n'existerait pas de demos européen et que, par conséquent, il ne pourrait jamais y avoir de fédération européenne démocratique, c'est un argument respectable. Mais ce n'est pas un argument que j'ai jamais adopté. À l'inverse, il y a ce que j'appelle les euro-loyalistes : Ursula von der Leyen, les différents groupes de réflexion, Bruegel, et ainsi de suite. Ce sont des gens très intelligents. Mais, malgré tout, pour eux, l'Union européenne ne peut rien faire de mal. Même lorsqu'elle commet des erreurs, ils ont une vision panglossienne : c'est la meilleure des Europes possibles, donc il faut la soutenir. Vous avez donc les eurosceptiques et les euro-loyalistes. Et je n'ai jamais pris parti pour aucun des deux camps.

J'étais un critique de l'euro, mais au sens grec ancien du mot « critique » : quelqu'un qui pose les questions difficiles. Je voulais que l'Union européenne devienne une fédération démocratique. C'est ainsi que j'ai été élevé. J'ai grandi en dehors de l'Union européenne, en dehors du Marché commun. J'ai grandi sous une dictature fasciste qui, soit dit en passant, faisait partie de l'OTAN, mais pas du Marché commun européen. Et vous savez, mes parents, mon entourage, nous aspirions tous à faire partie de la famille démocratique européenne. Nous savions, surtout quand j'ai commencé à grandir

un peu et à lire l'histoire, que le Marché commun européen — l'Union européenne, comme on l'appelle aujourd'hui — avait été créé comme un cartel des grandes entreprises. Il n'a jamais été créé d'une manière qui ressemble, de quelque façon que ce soit, à un État démocratique, ni même à un État, quel qu'il soit.

Ce n'était pas le résultat d'un quelconque processus politique et socio-économique qui crée des tensions entre les différentes classes sociales, entre l'aristocratie, la bourgeoisie, le prolétariat, et ainsi de suite. Des tensions qui conduiraient à la création d'une forme d'État, pour les apaiser et les réguler. Ce n'est pas ainsi qu'a commencé l'Union européenne. Elle a commencé de la même manière que l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole : comme un cartel. Et elle portait le nom d'un cartel. On l'appelait la Communauté européenne du charbon et de l'acier. C'était donc un cartel du charbon et de l'acier. Puis ils y ont intégré l'industrie des équipements électriques. Ensuite, avec le traité de Rome, ils ont rallié les agriculteurs, les grands exploitants agricoles d'Europe du Nord, et non ceux d'Europe du Sud.

Mais je gardais l'espoir que, de crise en crise, l'Union européenne évoluerait, se transformerait d'un cartel en quelque chose qui pourrait devenir, à terme, une fédération démocratique. Même lorsque je suis devenu ministre des Finances — vous avez mentionné cette casquette que j'ai portée très, très, très brièvement, en deux mille quinze — si j'ai été élu pour représenter le peuple grec au Parlement et devenir son ministre des Finances, c'était parce que l'Union européenne avait exigé un lourd tribut du peuple grec. Je veux dire, la manière dont ils nous ont traités était barbare. Même si cela me tenait énormément à cœur, c'est, vous savez, pour cela que j'ai été élu : pour affronter les pouvoirs en place à Bruxelles, à Francfort, et ainsi de suite. Néanmoins, j'ai continué d'espérer que l'Union européenne, grâce à cette forme de — j'appelle cela la désobéissance gouvernementale, par opposition à la désobéissance civile.

Je me disais que moi, ministre des Finances désobéissant à l'Eurogroupe, à travers cet affrontement, nous pourrions transformer l'Union européenne. Nous pourrions avoir un New Deal vert pour l'Europe. J'ai travaillé très dur, même après ma démission, même si l'Union européenne m'avait écrasé. Je suis resté fidèle à cet européisme progressiste et radical. Vous avez mentionné le Mouvement pour la démocratie en Europe, DiEM vingt-cinq. Nous l'avons créé pour participer aux élections du Parlement européen de deux mille dix-neuf, sur la base d'un programme : le New Deal vert pour l'Europe. Un programme qui aurait transformé l'Union européenne oligarchique, néolibérale, portée à l'austérité et dirigée par les banquiers, en une Union européenne des peuples. Et, bien sûr, nous avons été écrasés.

Et Ursula von der Leyen a été élue, soi-disant, pour mettre en œuvre — rappelez-vous — le Pacte vert, les mille milliards d'euros qu'elle devait consacrer au Pacte vert. Rien de tout cela n'est arrivé. Ça a été ignoré. Ça a été oublié. Et maintenant, nous vivons un véritable tournant. Nous avons un keynésianisme militaire et une Union européenne qui représentent un danger clair et immédiat pour les Européens, et pour le reste du monde. Alors, pour faire court, je n'ai plus d'espoir pour cette Union européenne. Je pense que cette Union européenne n'a jamais manqué une occasion de

manquer toutes les occasions de se transformer. Et maintenant, elle est tellement toxique. Elle est profondément divisée. Je veux dire, regardez ce qui arrive à la colonne vertébrale même de l'Union européenne : l'axe franco-allemand.

L'Allemagne est désormais totalement ingouvernable. L'Alternative für Deutschland, qui est très anti-européenne, raciste et quasi fasciste, ne cesse de progresser. En France, vous avez Le Pen, qui n'a jamais, jamais caché son anti-européisme. Donc, même si le centre radical rétablit son contrôle, ce sera en imitant la droite néofasciste et en adoptant encore plus d'austérité. Ce qui créera des forces déflationnistes encore plus fortes. Quand je parle de forces déflationnistes, je veux dire une déflation des salaires, pas tant des prix. Et nous savons que c'est une recette pour la montée du nazisme et du fascisme. Donc, au final, cette Union européenne a été le tremplin sur lequel le capitalisme européen défaillant a pris appui pour avancer vers une nouvelle forme de fascisme.

#Glenn

Eh bien, je me souviens que, dans les années soixante, le chercheur britannique David Mitrany écrivait que l'Union européenne aurait deux avenir différents. C'était son approche analytique. Il disait qu'elle pouvait être soit fonctionnaliste, soit fédéraliste. Pour lui, le fonctionnalisme consistait essentiellement à se demander quelle fonction l'Union européenne pouvait avoir pour améliorer la sécurité, l'économie et la démocratie. Et cette fonction devait déterminer la forme de l'Union européenne. À l'inverse, soutenait-il, il y avait le modèle fédéraliste, où l'on avait déjà décidé d'une forme, à savoir la centralisation du pouvoir. Et cette forme commencerait alors à déterminer la fonction.

Eh bien, sa crainte à l'époque — cela fait quand même soixante ans —, c'était que l'Union européenne commence à ressembler à l'Union soviétique, avec cette concentration du pouvoir. C'est peut-être une vision très anglaise, je suppose. Mais si je le mentionne, c'est parce que je ne vois plus clairement quel est le modèle économique de l'Union européenne. Ni, d'ailleurs, comment elle peut maintenir la démocratie si elle concentre le pouvoir à ce point. Ou bien considérez-vous que les problèmes économiques vont au-delà des structures de l'Union européenne ?

#Yanis Varoufakis

À mon sens — et ça va sérieusement agacer les européistes — l'Europe n'a jamais eu de modèle économique qu'elle ait elle-même conçu. Les européistes aiment imaginer la Communauté européenne du charbon et de l'acier, puis le Marché commun européen, puis l'Union européenne, comme une création européenne, un modèle social européen. Ça ne l'a jamais été, Glenn. Ça a toujours été une conception américaine, imposée et mise en œuvre par les États-Unis d'Amérique. Nous pensions que c'était notre œuvre. Il ne fait aucun doute qu'après la Seconde Guerre mondiale, la grande majorité des Européens voulaient une Europe unie. Une Europe unie qui rende la guerre sans objet et la paix inévitable. Cela ne fait aucun doute. Il y avait donc une aspiration à une Union européenne. Mais si vous regardez le cartel des grandes entreprises qui a été créé, qui l'a conçu ?

Vous savez, j'ai consacré une bonne partie de mes années universitaires, de mes années dans le monde académique, à faire des recherches sur cette question. Il y a quelque temps, j'ai écrit un livre intitulé « Le Minotaure mondial ». Ensuite, j'en ai écrit un autre, intitulé « Et les faibles souffrent ce qu'ils doivent souffrir ? », avec un point d'interrogation à la fin. Dans le cadre des recherches pour ces livres, il y a des décennies, j'ai beaucoup consulté, à la Bibliothèque du Congrès à Washington, les transcriptions des réunions de commissions du Sénat de mille neuf cent quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf et cinquante. Et, vous savez, le projet de l'Union européenne était là. Il n'a pas été conçu en Europe. Il a été conçu à Washington parce que, comme vous le savez très bien — mais il vaut la peine de le rappeler à nos lecteurs — lorsque les États-Unis sortaient de la Seconde Guerre mondiale, les New Dealers au pouvoir étaient des gens qui avaient énormément souffert, plus jeunes, généralement des hommes, après le désastre de mille neuf cent vingt-neuf et la Grande Dépression.

Et leur grande crainte, c'était que la Grande Dépression revienne en mille neuf cent quarante-neuf. Ils parlaient de mille neuf cent quarante-neuf parce que c'était vingt ans après mille neuf cent vingt-neuf. Et leur crainte était — et elle était tout à fait fondée — que, même si en mille neuf cent quarante-quatre, le chômage était nul aux États-Unis, que leurs usines avaient considérablement augmenté leur productivité et produisaient d'énormes quantités de biens manufacturés, principalement des armes... La crainte, c'était qu'une fois la guerre terminée, toutes ces commandes se tarissent. Et, en plus de la baisse de la demande globale due à la fin de la guerre, il y aurait le retour des soldats, des hommes, de la main-d'œuvre masculine. Il y aurait donc une augmentation de l'offre de travail et une baisse de la demande de travail.

Cela aurait provoqué une récession, et mille neuf cent quarante-neuf aurait été une nouvelle version de mille neuf cent vingt-neuf. Ils étaient donc déterminés à ne pas laisser cela se produire. Leur première tâche était donc de savoir comment reconvertir les usines. Passer de la fabrication de balles, de mitrailleuses, de porte-avions et de bombardiers, à celle d'appareils électroménagers, d'avions de ligne, de voitures particulières, et de tout le reste. C'était un problème technique, qu'ils ont surmonté très rapidement grâce à ce que John Kenneth Galbraith appelait la technostructure. Mais c'est une tout autre histoire. N'allons pas par là.

La deuxième question était : d'où allait venir la demande pour les fabricants de ces usines ? Parce que ces usines, une fois reconverties de la production militaire à la production civile, pouvaient fabriquer bien plus de voitures, de machines à laver, de réfrigérateurs et de climatiseurs que les Américains n'en avaient besoin. La réponse a donc été : il faut vendre aux Européens. Mais le problème, c'est que les Européens n'avaient pas d'argent. Nous étions en ruines, et nos systèmes monétaires étaient décimés. L'Europe n'avait aucun moyen de fournir la demande globale nécessaire qui manquait à l'économie américaine. Ils ont donc décidé de nous dollariser, en pratique, de nous donner accès au dollar américain. C'était le système de Bretton Woods.

Mais pour que cela fonctionne, il aurait fallu créer quelque chose comme l'Union européenne. Le cartel du charbon et de l'acier était donc une idée américaine. Il avait une dimension économique, mais aussi une dimension militaire. La dimension militaire, politique, diplomatique et géopolitique, c'était de s'assurer que les Français et les Allemands ne se fassent plus la guerre. En substance, il s'agissait de lier leurs grandes entreprises. De créer un cartel de l'acier et du charbon détenu par les Allemands, les Français, les Italiens du Nord, les Néerlandais et les Belges. C'était le cœur de la Communauté économique européenne. Il fallait aussi y associer les agriculteurs français, pour qu'ils ne posent pas de problèmes lorsque les marchandises franchissent les frontières. D'accord ? Alors, donnez-leur une part des profits de monopole du cartel.

#Yanis Varoufakis

C'était une initiative américaine.

#Yanis Varoufakis

Et le plan Marshall avait précisément pour objectif de financer tout cela, de donner l'impulsion initiale, puis les banquiers de Wall Street sont arrivés pour compléter ces fonds par du crédit. Prenez le miracle économique allemand. Bien sûr, les ingénieurs allemands ont toujours été brillants. Ils le sont depuis l'époque du Kaiser. Ce n'est pas nouveau. Mais ce qui s'était passé, vous vous en souvenez peut-être, c'est qu'après la Seconde Guerre mondiale, les Alliés, en particulier les Britanniques et les Français, s'étaient mis d'accord entre eux — et les Américains avaient d'abord suivi cette ligne — pour désindustrialiser l'Allemagne, pour la transformer en une sorte de parc à thème bucolique. Ils ont effectivement fait sauter au moins mille sept cents usines.

Parce qu'à un moment donné, quand les Américains ont conçu ce système de Bretton Woods que je viens de décrire, ils se sont dit : « Non, non, non, on ne peut pas faire ça. Il nous faut que l'Allemagne soit l'usine de l'Europe, de cette nouvelle Europe que nous sommes en train de créer, et que les Français l'administrent. » C'est pour cela que l'OCDE est en France. C'est pour cela que les Français ont obtenu beaucoup plus d'accès aux institutions, à la direction des institutions de la Communauté européenne. Donc, quand on parle du modèle économique de l'Europe, c'est de cela qu'il s'agit. Il s'agit d'une conception américaine. La raison pour laquelle je ne suis pas d'accord avec l'idée que, dans les années soixante, l'Europe avait le choix entre la fédération et la fonctionnalité, c'est que, eh bien, l'Europe n'aurait jamais accepté la fédération.

Dans les années soixante, on n'allait pas vers une fédération. On était très satisfaits. L'Allemagne était vraiment très heureuse d'être l'usine de l'Europe. Et la France était tout à fait heureuse de diriger le service diplomatique, de diriger l'OCDE, de gérer les vestiges de la Communauté européenne à Bruxelles, et que le français soit une langue dominante. Vous savez, tout cela nous convenait très bien. Puis, ce qui s'est passé, c'est que le système de Bretton Woods a volé en éclats. Et ce sont les Américains eux-mêmes qui l'ont fait exploser. La raison pour laquelle les Américains

ont fait exploser le système de Bretton Woods, c'est qu'il n'était plus viable. Et pourquoi n'était-il plus viable ?

Car, rappelez-vous, tout l'objectif du système de Bretton Woods, à partir des années mille neuf cent quarante, était de maintenir et de reproduire les excédents américains : les exportations nettes des usines américaines vers l'Europe. Et les Européens recevaient des dollars pour les acheter. Autrement dit, un financement par le vendeur. Mais à partir de mille neuf cent soixante-huit, mille neuf cent soixante-neuf, à cause de la guerre du Vietnam, des tensions internes, des tensions sociales aux États-Unis, du programme de la Grande Société de Lyndon Baines Johnson, et ainsi de suite, l'Amérique est devenue un pays déficitaire. Et puisqu'elle était devenue un pays déficitaire, elle ne pouvait plus maintenir des taux de change fixes.

Alors, ils les ont fait exploser. Et les Européens étaient complètement sidérés. Ils ne savaient pas ce qui leur arrivait. Souvenez-vous : le secrétaire au Trésor de Richard Nixon, celui qui a fait voler en éclats les accords de Bretton Woods le quinze août mille neuf cent soixante et onze, un Texan du nom de John Connally, s'est rendu à Bonn, en Allemagne. Il est allé à Paris, puis à Londres, avec un message très simple : « Le dollar, c'est notre monnaie. Et à partir d'aujourd'hui, c'est votre problème. » Car, bien sûr, il avait été dévalué. Et soudain, le franc français et le deutsche mark n'étaient plus vraiment liés par un taux de change fixe. Et pour le cartel, c'est une catastrophe. Parce que, réfléchissez-y.

Vous savez, c'est déjà assez difficile pour l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, de s'entendre comme un cartel entre ses membres. Et eux n'ont pas le problème des monnaies, parce que chaque baril de pétrole est libellé en dollars. Imaginez que le pétrole des Émirats arabes unis ou d'Arabie saoudite soit libellé dans une monnaie, que le pétrole indonésien le soit dans une autre, et le pétrole iranien dans une troisième. Il aurait été impossible de maintenir le cartel. Les Européens, eux, avaient besoin — enfin, ils voulaient — ils dépendaient désormais de ce modèle que les Américains leur avaient imposé, ou plutôt qu'ils les avaient laissés adopter dans les années mille neuf cent cinquante. Et, à la fin des années mille neuf cent soixante, au début des années mille neuf cent soixante-dix, ils paniquaient en cherchant comment rétablir les taux de change.

Les Américains ne s'en souciaient pas. Ils ne se préoccupaient plus du système, parce qu'ils ont suivi leur propre voie avec le dollar et... à travers Wall Street. Alors les Européens, à partir de mille neuf cent soixante-dix — souvenez-vous du rapport Werner — ont commencé à essayer de stabiliser les taux de change, de créer un Bretton Woods pour l'Europe. Mais ils n'avaient pas l'expertise des Américains. Ils n'avaient pas les excédents des Américains. Et ils n'avaient pas le gouvernement fédéral dont ils avaient besoin pour y parvenir. Alors ils ont continué d'essayer. D'abord, il y a eu le serpent monétaire. Ensuite, il y a eu le Système monétaire européen. Tout cela a échoué.

Ensuite, il y a eu le mécanisme de change européen, qui a rendu George Soros très riche en mille neuf cent quatre-vingt-dix, mille neuf cent quatre-vingt-onze, quand il a explosé. Alors, à un moment donné, ils ont abandonné et ils se sont dit : d'accord, on va avoir une monnaie unique. Mais ils ont

créé une fédération monétaire, une monnaie unique, sans fédération budgétaire, sans fédération politique. Et c'est ce qu'on fait quand on veut créer un système permanent d'austérité, de très faibles investissements, d'investissements négatifs et de stagnation. C'est pourquoi, dans les fondements mêmes de l'Union européenne, il y a ce processus de stagnation, de désintégration, qui explique pourquoi des gens comme Ursula von der Leyen ont l'air aussi idiots aujourd'hui.

#Glenn

Vous avez évoqué la monnaie commune. On lui reproche souvent, là encore, de ne pas reposer sur des fondements économiques solides et d'être traitée plutôt comme un projet politique. Comment les gens ordinaires peuvent-ils comprendre le défaut fondamental de l'euro ?

#Yanis Varoufakis

Je ne suis pas opposé à l'idée de créer des systèmes monétaires comme projet politique. La monnaie est politique. Quiconque pense que la monnaie n'est pas politique, ou qu'elle pourrait ne pas l'être, doit sérieusement revoir sa compréhension de ce qu'est la monnaie. Il n'y a rien de plus politique que la monnaie. Alors, vous savez, je ne leur reproche pas d'avoir essayé de créer un système monétaire comme projet politique. Ce que je dis, c'est qu'ils l'ont fait de manière stupide. Alors permettez-moi, parce que, vous savez, je suis trop vieux pour faire dans la nuance. Je dis donc les choses comme je les vois. La façon dont ils s'y sont pris était absolument folle, insensée, stupide. Et je vais simplement répondre à votre question : quel est le défaut fondamental, en termes non techniques, d'une manière que tout le monde puisse comprendre ?

Alors réfléchissez-y. Dans tous les autres pays du monde, l'économie repose sur deux piliers géants. Vous avez la banque centrale et le Trésor, et ils se soutiennent mutuellement. C'est comme un géant qui aurait deux jambes immenses, n'est-ce pas ? Le Trésor émet de la dette au nom de l'ensemble de l'économie du pays. La banque centrale émet la monnaie, et ils se couvrent l'un l'autre. Donc, lorsqu'il y a un problème monétaire, une crise bancaire, et ainsi de suite, le Trésor vient à son secours. Cela se produit aux États-Unis, en Russie, en Chine, au Royaume-Uni, au Canada, en Australie. Cela se produit dans tous les pays.

Qu'avons-nous fait en Europe ? Nous avons mis la charrue avant les bœufs. Autrement dit, avant d'avoir une union budgétaire et politique, nous avons créé une union monétaire. Nous avons créé un premier pilier : la Banque centrale européenne, n'est-ce pas ? Mais pas le deuxième pilier. Il n'y a pas de Trésor. Il n'y a pas de Trésor. Alors, Glenn, c'est ainsi que j'essaie de l'expliquer à mes étudiants et aux gens dans la rue. Vous savez, les chauffeurs de taxi comprennent très bien. Pas besoin d'être universitaire, ni d'avoir des connaissances en économie politique. Nous avons créé une banque centrale sans État ni Trésor. Et nous avons une vingtaine de Trésors et d'États sans banque centrale.

Donc, vous savez, quand la City de Londres s'est effondrée en deux mille huit, ou quand Wall Street s'est effondrée en deux mille huit, ou dans les pays scandinaves en mille neuf cent quatre-vingt-douze, vous aviez des banques qui faisaient faillite. Ou encore en Corée du Sud, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit. Vous aviez des banques qui faisaient faillite, une dette privée qui montait en flèche, et ainsi de suite. Ce qui se passe, c'est que la banque centrale vient à la rescousse. À la rescousse du Trésor, n'est-ce pas ? À la rescousse du secteur bancaire. L'État peut donc nationaliser les banques pour les sauver, pour les maintenir ouvertes, pour que les distributeurs de billets continuent de fonctionner, parce que la banque centrale aide l'État. Or, en Europe, nous avons créé la Banque centrale européenne avec une constitution, une charte, qui lui interdit d'aider les États à faire face à une crise bancaire.

C'est absurde. Parce que si vous refusez, disons, à la France ou à l'Allemagne — comme cela s'est produit — ou à la Grèce, d'ailleurs, l'aide de la banque centrale pour sauver le système bancaire, l'alternative, c'est qu'un État qui n'a pas accès à l'argent d'une banque centrale doive emprunter. Qu'il fasse emprunter ses contribuables, les contribuables les plus fragiles, pour transférer les pertes bancaires des comptes des banques vers les comptes de l'État. Et là, vous avez une catastrophe. Donc, vous savez, c'est ce que nous avons fait. Permettez-moi de le dire plus simplement, sous forme d'allégorie. En créant l'euro comme nous l'avons fait, n'est-ce pas ? Je ne suis pas contre la création d'une monnaie commune, si on le fait correctement. Mais la façon dont nous l'avons fait, c'était comme si vous retiriez les amortisseurs de votre voiture — plus aucun amortisseur — puis que vous rouliez dans un nid-de-poule. C'est ce que nous avons fait.

#Glenn

Cette analogie résume bien la situation. Mais j'aimerais maintenant aborder un peu l'aspect technologique et la politique industrielle. Parce que vous avez souligné que l'Union européenne était, à l'origine et dans une large mesure, un cartel conçu par les États-Unis. Pourtant, dans les années quatre-vingt, l'Union européenne a mené une politique industrielle qui rivalisait avec celle des États-Unis. Edward Luttwak, par exemple, a beaucoup écrit à ce sujet. Il explique que, dans les années quatre-vingt, les Européens, grâce à différents droits de douane et à des subventions, ont contribué à bâtir des industries automobiles très puissantes, des compagnies aériennes, et ainsi de suite. Mais au début des années quatre-vingt-dix, la Communauté européenne a publié des déclarations préoccupantes, affirmant que nous risquions de devenir une colonie technologique des États-Unis et du Japon.

Encore une fois, au début des années quatre-vingt-dix, parce qu'ils n'ont pas vraiment suivi le rythme de ces pays dans le secteur du développement numérique. Mais bien sûr, avançons maintenant de trente ans. On voit le développement technologique s'accélérer dans de nombreux pays à travers le monde, tandis que l'Union européenne ne dispose pas vraiment de ses propres plateformes technologiques. Je veux dire, il ne serait pas controversé d'affirmer que l'Union européenne n'a pas d'écosystème numérique constitué de ses propres plateformes. Là encore, on

peut soutenir que notre relation étroite, nos bonnes relations avec les États-Unis, ont pu poser problème, parce que nous avons, au fond, accepté une dépendance totale vis-à-vis des plateformes américaines. Mais alors, comment voyez-vous l'Union européenne aujourd'hui ?

Parce qu'il ne s'agit plus seulement des technologies numériques. Maintenant qu'on les voit s'implanter dans tous les secteurs, y compris ceux qui, traditionnellement, n'étaient pas numériques — l'industrie automobile ou d'autres —, on voit les Européens prendre du retard. Je suppose que l'industrie automobile allemande en est le meilleur exemple. Si elle ne suit pas les nouvelles technologies, elle ne peut pas survivre. Sans parler, bien sûr, du problème de l'énergie. Mais quels sont les risques, aujourd'hui, que l'Union européenne devienne, je suppose, une colonie technologique de l'Amérique ou de quelqu'un d'autre ? Il n'y a aucun risque. Nous sommes déjà une colonie.

#Yanis Varoufakis

Oh, c'est comme dire : quel est le risque qu'il n'y ait pas d'oxygène sur la Lune ? Il n'y a pas d'oxygène sur la Lune. Point final. D'accord, c'est fini. On est fichus, Glenn. Mais laissez-moi remonter un peu plus loin. Vous avez parlé de la politique industrielle dans les années quatre-vingt. Eh bien, je ne crois pas que ce soit pour cette raison que nos industries en Europe, et surtout les industries allemandes, étaient puissantes dans les années quatre-vingt. Je reviens à ce que je disais tout à l'heure sur le démantèlement du système de Bretton Woods par les Américains. C'était un système, rappelez-vous, fondé sur le fait que les États-Unis produisaient l'excédent, les biens manufacturés, les exportations nettes, que nous achetions avec leur monnaie.

Et cela a pris fin en mille neuf cent soixante et onze, parce que les Américains n'avaient plus d'excédents. À partir de mille neuf cent soixante et onze, et surtout dans les années quatre-vingt, dès mille neuf cent soixante-dix-neuf, mille neuf cent quatre-vingt, ce processus de recyclage des excédents et des déficits s'est inversé. Il s'est inversé de manière massive. Donc, dans les années quatre-vingt, voilà ce qui se passait : les Américains avaient d'énormes déficits. Après avoir été le pays des excédents dans les années cinquante et soixante, ils sont devenus les rois et les reines des pays déficitaires. Un énorme déficit du budget fédéral, surtout après Reagan, avec ses baisses d'impôts, ses dépenses d'armement et toutes sortes d'autres dépenses. Il a considérablement creusé le déficit du budget fédéral américain.

Et en même temps, à cause des baisses d'impôts et ainsi de suite, l'économie américaine absorbait tout. Elle est devenue un immense aspirateur, qui attirait sur le territoire américain les exportations nettes de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, puis de la Chine. Et comment payait-elle tout cela ? Eh bien, avec des reconnaissances de dette appelées dollars. Ils imprimaient des dollars et payaient avec. Voilà pourquoi l'industrie chimique allemande, l'industrie automobile allemande, Siemens, les produits électriques et ainsi de suite connaissaient un tel essor : les Américains leur apportaient une demande énorme. Ils achetaient tout ce qu'ils produisaient.

Et dans ce contexte, bien sûr, vous aviez Volkswagen et d'autres entreprises qui régulaient elles-mêmes leurs secteurs. Vous vous souvenez du scandale : ils avaient inventé une technologie dont le but était de tricher aux tests d'émissions. Il y a donc eu beaucoup d'investissements pour créer des positions de monopole, contourner la réglementation, et ainsi de suite. Et, vous savez, cela a merveilleusement bien fonctionné pour les Européens jusqu'en deux mille huit, y compris dans les années quatre-vingt-dix, grâce à ce tsunami d'exportations vers les États-Unis. La Commission européenne, puis Berlin — lorsque la capitale de l'Allemagne est passée de Bonn à Berlin — et Paris, étaient tout à fait disposés à adopter les idées de Margaret Thatcher sur le marché unique. Un marché qui, en pratique, détruirait toute politique industrielle et laisserait le capital industriel faire tout ce qui lui plaisait. Et cela convenait très bien, tant que les Américains achetaient tout ce que les Européens produisaient.

Mais ensuite, voici ce qui s'est passé. Qu'est devenu tout l'argent en dollars que les capitaux allemands, français, italiens, britanniques et espagnols accumulaient en vendant toutes ces marchandises aux Américains ? Eh bien, on ne peut pas faire grand-chose avec des dollars en Europe. Alors, ces capitalistes — les capitalistes allemands, italiens, français, grecs, les armateurs grecs — qu'ont-ils fait de cet argent, de leurs dollars ? Ils les ont envoyés à Wall Street. Et qu'a fait Wall Street de cet argent ? Wall Street a acheté de la dette américaine. Elle a donc financé le gouvernement fédéral américain. Elle a acheté des actions et de l'immobilier. C'est ainsi que le recyclage des excédents et des dettes s'est inversé. C'était assez ingénieux. C'était remarquable. Vous et moi, nous en avons déjà parlé.

C'est la raison pour laquelle les États-Unis sont devenus le premier empire hégémonique à gagner en puissance à mesure qu'il s'endettait davantage. Cela ne s'était jamais produit dans l'histoire de l'humanité. Mais soudain, le rôle des banquiers de Wall Street devient gigantesque, parce que ce sont eux qui recyclent l'argent des autres en dette publique américaine, dans l'immobilier, et sur les marchés boursiers européens. Il fallait donc les déréglementer totalement. Et une fois déréglementés, ils ont appris à prendre un dollar qu'un capitaliste allemand leur envoyait et, grâce à l'ingénierie financière, à le transformer en cent dollars. Cela a créé ces énormes bulles, qui ont éclaté en deux mille huit. Et que se passe-t-il lorsque ces bulles éclatent, en deux mille huit ? Eh bien, comparez ce qui s'est passé aux États-Unis avec ce qui s'est passé en Europe.

Si notre public veut vraiment savoir pourquoi les États-Unis ne sont pas dans la situation désespérée où se trouve l'Europe, qu'il considère la scène suivante. Vous avez, vous savez, le gratin à New York ou à Washington. La Bourse s'est effondrée. Lehman Brothers a fait faillite. Le toit s'écroule sur le capitalisme, n'est-ce pas ? Alors, Ben Bernanke, qui était à l'époque à la tête de la Réserve fédérale, le président Bush d'abord, puis Obama, parce que c'était pendant la transition, les gars de J. P. Morgan, de Goldman Sachs... ils se réunissent autour de la table et se posent la question pertinente, Glenn, qui est : comment pouvons-nous nous sauver nous-mêmes ?

#Yanis Varoufakis

Et ils arrivent avec ça... Vous vous souvenez du TARP ?

#Yanis Varoufakis

Ils avaient huit cents milliards qu'ils ont donnés aux banquiers. Ensuite, ils ont sorti un autre plan sordide, le plan Summers-Geithner, qui, selon mon estimation, a donné onze mille milliards aux banquiers pour les sauver. Ils n'ont rien fait pour la classe ouvrière, ni pour la classe moyenne. Mais au moins, ils ont sauvé les banquiers, et ainsi de suite, n'est-ce pas ? Et ils n'ont taxé personne pour le faire. Ils ont simplement créé cet argent à partir de rien, en utilisant des manœuvres, les mêmes manœuvres de Wall Street qui avaient fait tomber Wall Street, pour le remettre à flot, avec l'aide et la participation active de la banque centrale. Voilà donc ce qui s'est passé à Washington. Ils se sont posé la question, vous savez, cette cabale de dirigeants. Ils se sont demandé : « Comment pouvons-nous nous sauver nous-mêmes ? » Puis ils ont répondu : « L'Europe. » J'étais dans la confidence. J'en ai été témoin.

Vingt-huit Premiers ministres, ministres et banquiers centraux différents se réunissent, et ils se posent une tout autre question. La question n'était pas : « Comment nous sauver ? » La question était : « Comment faire semblant que les règles qui ne fonctionnent plus dans l'Union européenne fonctionnent encore ? » C'est une question très différente. Et si vous répondez à cette question-là, vous ne vous sauvez pas. Donc, en gros, ce qu'ils ont fait, c'est imposer l'austérité à tout le monde. Une austérité massive. Parce que la banque centrale n'avait pas le droit de sauver qui que ce soit, contrairement aux États-Unis, comme je le disais tout à l'heure, n'est-ce pas ? Ils ont donc créé une énorme austérité. Ils ont emprunté aux Européens les plus pauvres — aux Slovènes, aux Slovaques, aux Maltais. Ils leur ont emprunté de l'argent pour le donner à l'État grec, qui était en faillite. Pas pour le donner au peuple grec, mais pour le donner à la Deutsche Bank.

Donc, les Slovènes et les Slovaques prêtent de l'argent pour renflouer la Deutsche Bank, en pratique, c'est bien ça ? Eh bien, c'est un crime contre l'humanité, ou au moins contre la logique. Et pour justifier cela, ils ont imposé... Ils ont commencé ici, en Grèce, par une austérité massive. Puis ils l'ont étendue à l'Irlande, au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie, à la France, et finalement à l'Allemagne. Je veux dire, Wolfgang Schäuble me l'a dit très clairement : « Je vous fais avaler l'austérité parce que je veux l'appliquer en Allemagne, car nous devons faire baisser les salaires. » Alors, voilà ce qui se passe. D'un côté, vous avez des banques en faillite, des États en faillite, une demande globale défaillante, une demande globale qui baisse. Et puis, bien sûr, quand ils paniquent, ils placent Mario Draghi à la Banque centrale européenne et lui donnent le feu vert pour commencer à imprimer des milliers de milliards d'euros.

Et ces milliers de milliards d'euros ne vont pas jusqu'à vous. Ils ne vont pas aux petites gens qui en ont besoin. Non, vous ne donnez jamais d'argent aux gens qui en ont besoin. Vous le donnez à ceux qui n'en ont pas besoin. Alors, le téléphone sonne. Le directeur général de Volkswagen décroche. C'est quelqu'un de la Deutsche Bank, à qui la BCE vient de donner, disons, un milliard d'argent gratuit, à taux zéro. Ou plutôt, à un taux d'intérêt négatif de zéro virgule huit pour cent. Alors, le type de la

Deutsche Bank dit au type de Volkswagen : « Vous voulez un milliard ? Gratuit, à taux zéro ? » Parce que lui, il recevait moins zéro virgule quatre pour cent, ou quelque chose comme ça, non ?

C'est comme ça qu'il réalisait sa marge, le type de Deutsche Bank. Alors, le type de Volkswagen dit : « D'accord, de l'argent gratuit ? Donnez-m'en, bien sûr. » Mais ensuite, il ne va pas l'investir. Parce qu'il regarde par la fenêtre et qu'il voit des gens sans le sou, des consommateurs qui n'ont pas les moyens d'acheter des voitures à forte valeur ajoutée, du genre Tesla. Alors le type de Volkswagen prend l'argent, mais n'investit rien dans la production. Qu'est-ce qu'il fait ? Il va à Francfort et achète des actions Volkswagen. Donc, les actions montent. Son salaire, son bonus, sont liés au cours de l'action. Il se frotte les mains. Mais ce n'est pas de l'investissement.

Donc, pour répondre très brièvement — ce qui m'a pris un temps fou —, pour le dire maintenant de façon concise, si l'Europe est dans un état aussi grave, c'est parce que nous n'avons pas investi depuis vingt ans. L'industrie allemande ressemble aujourd'hui à... Vous vous souvenez des machines à écrire Olivetti, des machines électriques de la fin des années soixante-dix ? Vous vous souvenez des Olivetti ? Enfin, vous êtes assez âgé pour vous en souvenir. C'étaient de magnifiques machines à écrire électriques. Mais quand l'ordinateur personnel est arrivé, elles sont devenues obsolètes. Et aucune baisse de salaire pour les gens qui fabriquaient les machines à écrire Olivetti n'aurait pu sauver Olivetti à l'arrivée de l'ordinateur personnel. Aujourd'hui, nous avons les véhicules électriques, dans lesquels les Allemands ont oublié d'investir. Et c'est tout. Kaputt. La partie est terminée.

#Glenn

J'aime bien cette explication. Bon, cela crée aussi... enfin, j'imagine que ça pose des problèmes de légitimité plus larges pour l'Union européenne. Parce que, si l'on considère que l'autorité vient des règles, de l'aspect juridique... alors, là encore, ça ouvre une énorme boîte de problèmes pour l'avenir. Mais ma dernière question portait sur ce qui a un impact sur l'économie : ces guerres à l'étranger. Là encore, l'Union européenne est moins directement impliquée dans la guerre contre l'Iran. Au début, il y a eu un certain enthousiasme, mais on voit maintenant les Européens essayer de prendre un peu leurs distances et ne pas vouloir assumer de responsabilité directe dans le désastre qui s'annonce.

Mais dans la guerre avec la Russie, je dirais que les Européens ont un rôle important à jouer. Le point commun entre ces deux guerres, au Moyen-Orient et avec la Russie, c'est l'énergie. D'abord, nous nous sommes coupés de l'énergie russe. Et maintenant, rien que ces deux derniers jours, on voit le pétrole saoudien partir en fumée. Et les premières exportations qu'ils réduisent semblent être destinées aux Européens. Alors, quel sera l'impact sur l'avenir de l'Europe ? Parce qu'on pourrait penser que trouver une architecture de sécurité commune avec les Russes, ou stabiliser le Moyen-Orient, serait dans notre intérêt. Mais nous ne faisons ni l'un ni l'autre.

#Yanis Varoufakis

À l'époque, en deux mille neuf et deux mille dix, quand la crise de la zone euro s'intensifiait et que je commençais à m'impliquer dans les débats politiques — puis aussi comme ministre des Finances —, chaque fois que j'en avais l'occasion et que je parlais à un responsable européen, je lui disais : « Écoutez, les gars, il est clair que nous traversons une récession massive. » Moi, j'appelais ça une dépression, après la crise financière mondiale de deux mille huit, la grande crise financière. Comment devons-nous répondre à cette récession ? De toute évidence, nous devons stimuler l'investissement. C'est ce qu'il faut faire lorsqu'on est confronté à une récession massive. Pas tant stimuler les dépenses que stimuler l'investissement, n'est-ce pas ? C'est tout le sens du New Deal sous Franklin Roosevelt. Hitler a lui aussi stimulé l'investissement. C'était le mauvais investissement. Il investissait dans les panzers et les Stukas, et le résultat, c'est qu'il a tué des dizaines de millions de personnes. Mais lorsqu'on connaît une grande dépression, il faut y répondre par l'investissement.

#Yanis Varoufakis

Et je disais : quelle est la seule chose que cette Union européenne devrait bien faire, maintenant ?

#Yanis Varoufakis

Si vous regardez la carte de l'Europe, vous avez tous ces États disparates, n'est-ce pas ? Nous sommes censés former une Union européenne. Mais, vous savez, quel est le principal facteur nécessaire à tout ce que nous produisons ? L'énergie, n'est-ce pas ? Et nous n'avons pas d'union de l'énergie. Ne devrions-nous pas en créer une ? Enfin, j'essayais même d'être un peu technique. Nous avons beaucoup de vent dans le nord de l'Europe. Nous avons les vagues de l'océan dans le golfe de Gascogne et au large des côtes portugaises. Nous avons beaucoup de soleil en Grèce. Ne devrions-nous pas avoir un plan pour capter cette énergie et exploiter toute cette énergie gratuite en tant qu'Européens ? Puis trouver des moyens d'interconnecter nos réseaux, vous savez, afin que l'électricité produite grâce au solaire grec puisse arriver jusqu'en Allemagne, et ainsi de suite. Mais cela exige une union de l'énergie.

#Yanis Varoufakis

Nous n'avons toujours pas d'union de l'énergie, et nous en sommes conscients.

#Yanis Varoufakis

Vous savez, l'Allemagne a ses propres projets énergétiques. La Grèce a les siens. L'Italie a les siens. Vous savez, nous importons du gaz naturel liquéfié du Texas et du Nouveau-Mexique. Nous nous coupons de la Russie. Nous n'avons pas de plan, même pour la guerre elle-même. Vous et moi, nous en avons parlé de nombreuses fois. Quel est le plan pour gagner la guerre ? Disons que nous voulons prendre Moscou et pousser Poutine dans un bunker, comme Hitler y a été poussé, n'est-ce

pas ? Parce qu'ils établissent ces parallèles absurdes entre Hitler et Poutine. Disons que vous croyez vraiment que Poutine est le nouvel Hitler. Quel est le plan pour prendre Moscou ? Il n'y en a pas. Ils n'ont aucune idée d'où ils vont trouver l'argent.

Vous savez, même les huit cents milliards destinés au programme de réarmement, c'est de l'argent emprunté. Et personne ne va prêter cet argent, parce qu'ils n'ont pas les marges budgétaires pour l'absorber. Comment vont-ils aider l'Ukraine ? Ils ont emprunté quatre-vingt-dix milliards. C'est leur limite. Ils ne peuvent pas emprunter davantage. Déjà, vous savez, le budget de la Communauté européenne est sous très forte pression. Et la France veut réduire ses contributions au budget européen, pas les augmenter. Donc, ils n'ont pas de plan pour la guerre. Demandez-leur : d'accord, quel est votre plan pour la paix ? Ils n'ont pas de plan pour la paix. Ils n'ont pas de plan pour l'union de l'énergie. Ils n'ont pas de plan.

Et ils passent d'une annonce à l'autre, des annonces qui relèvent du tour de passe-passe. Chaque annonce est moins crédible que la précédente. Maintenant, ils vont faire entrer le Canada dans l'Union européenne, ce qui est grotesque, parce que, vous savez, enfin... Mais vont-ils faire entrer le Canada dans le marché unique et faire payer les Canadiens pour qu'ils participent à l'élaboration de règles et de réglementations sur lesquelles ils n'auront aucune autorité ? C'est absurde. Tout ce qui sort de la bouche de Kaja Kallas ou d'Ursula von der Leyen nous rappelle simplement que l'Union européenne n'est qu'un produit de notre imagination collective.

#Glenn

Non, moi aussi, j'attends toujours de voir ce plan. Enfin, même en temps de guerre, même si vous avez une stratégie, comment allez-vous les vaincre ? Quelles ressources pouvez-vous mobiliser pour y parvenir ? Et puis, il y a des questions fondamentales : qu'est-ce que cela implique de vaincre la plus grande puissance nucléaire du monde, qui se voit comme engagée dans une lutte pour son existence ? Enfin, moi, j'ai beaucoup de questions.

#Yanis Varoufakis

Surtout si vous n'êtes pas prêt à envoyer des soldats sur le terrain.

#Glenn

Oui, j'ai quelques inquiétudes, mais il ne semble y avoir personne pour faire avancer cette discussion. J'avais donc une dernière question. Vous avez parlé tout à l'heure des obligations, et du fait que tout était recyclé pour acheter des obligations américaines. Mais aujourd'hui, les marchés obligataires aux États-Unis traversent de sérieuses difficultés. Au départ, nous avons vu certains adversaires des États-Unis — la Chine, la Russie — cesser d'acheter des obligations. Mais maintenant, même des alliés des États-Unis, pas seulement les Japonais mais aussi les Européens, passent du statut d'acheteurs à celui de vendeurs. Alors, vers quoi allons-nous ? Ou, selon vous,

quelles en sont les conséquences ? Parce que cela semble remettre en cause certains des mécanismes qui se sont mis en place au cours des cinquante dernières années, au moins.

#Yanis Varoufakis

Vous savez, j'ai fait quelques recherches sur les chiffres. J'ai examiné les rendements des obligations du Trésor américain à dix ans, l'inflation, le taux d'inflation aux États-Unis, ainsi que le rendement pour les investisseurs, c'est-à-dire le taux au jour le jour de la Fed. Et vous savez quoi ? Hier, ils étaient exactement au même niveau qu'en deux mille un, en septembre deux mille un. Donc, ce n'est pas... Enfin, si l'on regarde les choses d'un point de vue historique, il n'y a pas tant de différence que ça. C'est simplement que, ces quinze dernières années environ, avec l'assouplissement quantitatif, nous nous sommes habitués à des taux d'intérêt très, très bas. Et, en raison des forces déflationnistes, cela a entraîné des niveaux d'inflation très faibles. En réalité, nous avons eu de la déflation.

Mais vous savez quoi ? Je ne crois pas une seconde que les Européens vont arrêter d'acheter des obligations. Qu'est-ce qu'ils vont faire, sinon ? Quand BMW ou BASF vendent des produits aux Américains et touchent des dollars, qu'est-ce qu'ils vont faire de ces dollars ? Les convertir en euros ? En aucun cas. Ils achèteront des obligations. Ils continueront d'en acheter. Les Chinois ont cessé d'acheter des bons du Trésor américain, mais ils n'ont pas vendu leurs avoirs. Ils en détiennent toujours une quantité énorme. Et vous savez quoi, Glenn ? Il y a maintenant un autre acteur dans le jeu : les stablecoins. Les stablecoins libellés en dollars américains. Les Japonais ont réduit de moitié leurs avoirs en obligations. Mais vous savez ce qu'ils ont fait de leur argent ?

Ils ont acheté du Tether et du Circle, des cryptomonnaies libellées en dollars américains. Et qu'a fait Tether avec l'argent reçu des Japonais ? Ils ont acheté des obligations américaines. Donc, le système fonctionne toujours. Il fonctionne toujours, jusqu'au jour où il cessera de fonctionner. Mais il ne cessera pas de fonctionner à cause de ce que feront les Européens, ni à cause de ce que feront les Russes. Il ne cessera de fonctionner que lorsque les Chinois décideront de se découpler du système du dollar américain. Et ils n'ont pas pris cette décision. Ils ont quatre mille cinq cents milliards de dollars d'investissements libellés en dollars. Alors, vous savez, si vous aviez quatre mille cinq cents milliards de dollars sur un compte bancaire suisse, est-ce que vous vous découpleriez du système bancaire suisse ?

#Glenn

Non, je ne pense pas. Mais on voit bien que, même si les Russes et les Chinois se découplent un peu des États-Unis, ils continuent de travailler avec ces stablecoins américains. Il y a, par exemple, le système de paiement russe A sept. J'oublie exactement comment il fonctionne, mais il est relié à Tether afin de contourner les sanctions. Oui, vous avez raison. Mais bon, vous savez, peut-être que le découplage ne sera pas complet. Peut-être que cela se transformera simplement en... En effet.

#Yanis Varoufakis

Permettez-moi de faire une prédiction sur le moment où l'hégémonie américaine va disparaître. Elle disparaîtra lorsque Pékin décidera de transformer les BRICS Plus en un système de Bretton Woods. Rappelez-vous comment je décrivais le système de Bretton Woods : un système de taux de change fixes, ou quasi fixes, dans lequel la puissance hégémonique, la puissance excédentaire — qui serait désormais la Chine — recycle ses excédents vers les autres pays de ce nouveau Bretton Woods, de ce système des BRICS Plus, et maintient les taux de change fixes grâce à la force de ses propres excédents. Lorsque la Chine décidera de faire cela, de jouer au sein des pays des BRICS Plus le rôle que les États-Unis ont joué dans le système de Bretton Woods après mille neuf cent quarante-quatre, alors les États-Unis seront en très grande difficulté. Et ils le savent. C'est l'une des raisons fondamentales pour lesquelles ils font monter les tensions avec les Chinois.

#Glenn

Eh bien, pourquoi ne l'ont-ils pas encore fait, alors ? Je veux dire, les BRICS viennent tout juste de se réunir en Inde, lors de ce sommet. Beaucoup de gens disent qu'ils avancent très lentement.

#Yanis Varoufakis

Les Chinois raisonnent sur un horizon de trois cents ans. Ils ne sont pas pressés. Ils mettent en place les infrastructures nécessaires. Vous savez, avec mBridge, avec une alternative à SWIFT fondée sur la blockchain, avec la monnaie numérique de la banque centrale chinoise, ils créent cette infrastructure. Et, avec l'intelligence artificielle et la robotique améliorée par l'IA, ils vont accroître la productivité agricole en Indonésie, en Malaisie, et dans les autres grands pays des BRICS plus. Ils construisent tout cela et... ils ne sont pas encore prêts à mettre le feu aux poudres. Ils veulent s'assurer que l'infrastructure est bien en place avant d'aller dans cette direction. Et, selon ce que je comprends, ou du moins selon mes propres hypothèses, si vous voulez, ils veulent laisser les Américains franchir le Rubicon. Les Américains ne l'ont pas encore franchi. Au départ, avec Trump deux point zéro, l'année dernière, il est apparu et a menacé la Chine de droits de douane de cent cinquante pour cent.

Il a essayé d'en imposer certaines. Alors, ils ont réagi très modérément en disant : « Vous savez, dans ce cas, oubliez l'accès aux métaux critiques. » Il a donc tout retiré. Ils attendent maintenant le prochain mouvement du président américain, pas nécessairement Trump. Je veux dire, les démocrates sont tout aussi mauvais. Rappelez-vous : c'est Biden qui a introduit cette ridicule loi sur les microprocesseurs, dont l'objectif était, en réalité, de signaler aux Chinois : « Vous ne serez pas autorisés à devenir technologiquement avancés. » Et, vous savez, c'était la plus grande erreur géoéconomique de l'histoire de l'humanité. Donc, je pense que les Chinois laissent faire. Vous vous souvenez, bien sûr, du vieil adage : n'intervenez jamais lorsque votre ennemi fait des erreurs. Laissez-le faire une erreur, puis une autre. À un moment donné, nous serons prêts à le faire.

#Glenn

Glenn, merci beaucoup d'avoir pris le temps de nous expliquer comment les Chinois vont débrancher l'économie américaine. Encore merci pour votre temps.

#Yanis Varoufakis

Eh bien, merci. Ça ne veut pas dire que j'ai raison, d'accord ? C'est une hypothèse de ma part, mais c'est le mieux que je puisse faire, compte tenu des faits tels que je les vois.